

FACE A LA CRISE LE RACISME ET L'EXCLUSION NE SONT PAS DES SOLUTIONS

**Impasse
des INEGALITES**

**AUJOURD'HUI COMME HIER,
LA SOLIDARITÉ
ENTRE FRANÇAIS, IMMIGRÉS,
TRAVAILLEURS ET PRÉCAIRES S'IMPOSE.**

MANIFESTATION
pour la régularisation de tous les sans-papiers

samedi 24 novembre à 11H
rendez-vous arrêt de tram St Paul

Partout en Europe, la crise économique favorise la montée du racisme et du repli sur soi. Face à l'appauvrissement général et à la montée du chômage, les immigrés servent de boucs émissaires et font l'objet d'une stigmatisation politique et médiatique. Celle-ci fait le terreau de comportements racistes voire violents et permet de légitimer les lois répressives et aberrantes en matière d'immigration.

Pourtant la crise frappe tous les travailleurs, quelle que soit leur nationalité, et parmi eux, les sans-papiers sont les premières victimes de l'inégalité dans la répartition des richesses que nous subissons nous aussi. Français/es comme immigré/es avec ou sans-papiers, nos intérêts sont les mêmes et nous n'avons pas à payer pour les banques qui nous étranglent, ou pour les groupes qui engrangent des bénéfices et licencient leurs employés.

Aujourd'hui comme hier, les politiques restrictives en matière d'immigration fabriquent leur lot permanent de personnes sans-papiers.

Aujourd'hui comme hier, celles-ci sont privées de droits, corvéables à merci et maintenues dans la précarité et la clandestinité.

Et le changement : c'est pas maintenant...

La dernière circulaire annoncée par Manuel Valls ne sera qu'un aménagement de l'arsenal législatif mis en place par les gouvernements précédents avec un refus affirmé de régularisations massives et une même logique de quotas.

En pratique, celles et ceux qui ont choisi de vivre en France, y travaillent et ont construit leur vie ici, rencontrent de plus en plus d'entraves dans leur long parcours pour obtenir un titre de séjour et donc espérer une vie normale.

En plus de critères de régularisation quasi impossible à satisfaire, c'est désormais dès le dépôt du dossier que les préfectures multiplient les obstacles, empêchant ainsi l'examen des situations.

Une nouvelle arme est utilisée depuis l'année dernière : une taxe de 110€ lors du dépôt de dossier, non remboursée en cas de réponse négative, même en cas d'expulsion du territoire !

A ceci s'ajoute une augmentation sans précédent des taxes dues par des étrangers pour leur droit de séjour. Au total, il leur faut déboursier 708€ pour la délivrance d'une première carte de séjour !

Ici à Montpellier, la préfecture limite par tous les moyens les plages horaires de réception du public. Elle procède désormais à des contrôles et des arrestations dans les files d'attente !

En jouant sur la peur d'être arrêté, elle tente aussi d'invisibiliser les sans-papiers en les dissuadant de déposer leur dossier.

Cette politique à courte vue ne règle aucun problème et surtout pas celui de la crise économique mais préfère s'acharner sur ses victimes, tout en favorisant la logique du tous contre tous.

La lutte pour la régularisation de tous les sans-papiers est le seul moyen d'en finir avec cette politique sans avenir qui ne génère que misère et inégalités.

**Parce que la liberté de circulation est un droit fondamental !
Aucun être humain n'est illégal !**

Site : <http://soutienauxsanspapiers.hautetfort.com/>
Mail : coordination-sans-papiers@no-log.org

